Enquête sur la gestion de l'eau, des déchets et l'engagement des femmes rurales dans le bassin de la Medjerda

I- CADRE LOGIQUE

Cette enquête s'inscrit dans le cadre du projet « Femmes de la Medjerda : un réseau pour l'eau propre et durable » (Aqua-Med), mis en œuvre par l'association Green Compass avec l'appui de l'UICN – Centre de coopération pour la Méditerranée dans le cadre de l'initiative BRIDGE. Le projet vise à renforcer la place et le rôle des femmes rurales dans les dynamiques locales de gouvernance de l'eau, tout en contribuant à une gestion plus inclusive, équitable et durable des ressources hydriques dans le bassin de l'Oued Medjerda.

Dans cette perspective, l'enquête constitue un outil essentiel de compréhension des réalités locales et d'orientation des actions du projet. Elle a pour vocation d'identifier des femmes rurales susceptibles de s'impliquer activement dans les activités prévues, en particulier dans la structuration d'un réseau local de femmes engagées dans les enjeux liés à l'eau. Elle permet également d'explorer de manière approfondie les problématiques relatives à l'accès, à la qualité et aux usages de la ressource, ainsi que leurs répercussions sur les conditions de vie, la santé et les activités agricoles.

Au-delà de ce diagnostic, l'enquête cherche à mettre en lumière les pratiques existantes, les savoirs locaux et les perceptions des femmes concernant l'évolution de l'environnement et des ressources hydriques, dans un contexte marqué par des pressions croissantes. Elle vise enfin à faire émerger, à partir des expériences vécues, des pistes de solutions adaptées au contexte local, tout en identifiant les facteurs sociaux, économiques et institutionnels qui peuvent limiter ou, au contraire, favoriser l'implication des femmes dans les processus de gouvernance de l'eau. En ce sens, elle s'inscrit dans une démarche opérationnelle visant à ancrer les interventions du projet dans les réalités du terrain et à soutenir des dynamiques locales durables.

II- DÉTERMINATION DE LA POPULATION ENQUÊTÉE

L'enquête cible les femmes rurales résidant dans le bassin de l'Oued Medjerda, considérées comme des actrices centrales dans la gestion quotidienne de l'eau et des ressources naturelles. Un échantillon de cent femmes a été constitué dans plusieurs localités rurales de la région de Béja, notamment à Béja, Slouguia, Testour et Medjez el Bab, afin de refléter la diversité des situations rencontrées dans le territoire étudié.

Le choix des participantes s'est appuyé sur une démarche raisonnée visant à garantir une représentation variée des profils, en tenant compte des différences d'âge, de situation socio-économique et de degré d'implication dans les activités agricoles et domestiques. Une attention particulière a été accordée aux femmes dont les activités quotidiennes dépendent directement de l'accès à l'eau, afin de recueillir des informations étroitement liées aux usages réels de la ressource et aux contraintes rencontrées.

L'accès aux participantes s'est inscrit dans une approche attentive au contexte social local, caractérisé par des normes parfois restrictives en matière d'interactions avec des acteurs extérieurs. Dans ce cadre, l'équipe du projet a privilégié un travail en étroite collaboration avec des structures locales reconnues, capables de jouer un rôle d'intermédiation et de facilitation. Des organisations telles que le GDA Bit El Mouna à Testour, la SMSA BioPunica à Slouguia, le GDA Bawabet Medjez el Beb ainsi que l'association Voix des Jeunes Béja ont ainsi contribué à l'identification des participantes, à la prise de contact et à l'organisation des rencontres.

Cette collaboration a permis d'instaurer un climat de confiance propice à des échanges plus ouverts, tout en facilitant la mobilisation des femmes dans des contextes où la participation à ce type d'initiative peut être limitée. Dans certains cas, ces partenaires ont également contribué à l'administration du questionnaire auprès de leurs membres, renforçant ainsi la proximité avec les enquêtées. Si cette méthode d'accès, fondée en partie sur des réseaux existants, peut introduire certaines limites en termes de représentativité statistique, elle demeure particulièrement adaptée aux objectifs de l'enquête et aux contraintes du terrain, en permettant d'obtenir des données riches, contextualisées et fiables.

III- DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

Le déroulement de l'enquête s'est appuyé sur une démarche progressive combinant des outils de collecte structurés et des approches qualitatives permettant de saisir la complexité des réalités locales. Dans un premier temps, les femmes ont été informées de l'initiative à travers les premières visites de terrain menées dans le cadre du projet, ainsi que par l'intermédiaire des partenaires locaux et des relais communautaires. Cette phase a contribué à instaurer un premier niveau de confiance et à favoriser l'adhésion des participantes.

La collecte des données s'est principalement effectuée à travers des entretiens en face à face, réalisés dans les différentes localités rurales ciblées. Ce mode d'administration a été privilégié afin de faciliter la compréhension des questions, de s'adapter aux niveaux d'instruction variés et de permettre un échange direct avec les participantes. L'organisation des entretiens a tenu compte des contraintes liées aux responsabilités domestiques et agricoles des femmes, ce qui a impliqué une certaine flexibilité dans la planification et la conduite des rencontres.

Les partenaires locaux ont joué un rôle déterminant tout au long du processus, en facilitant l'accès aux participantes et en contribuant, dans certains cas, à l'administration du questionnaire. Leur implication a permis de réduire les réticences éventuelles et d'encourager une expression plus libre des expériences et des perceptions.

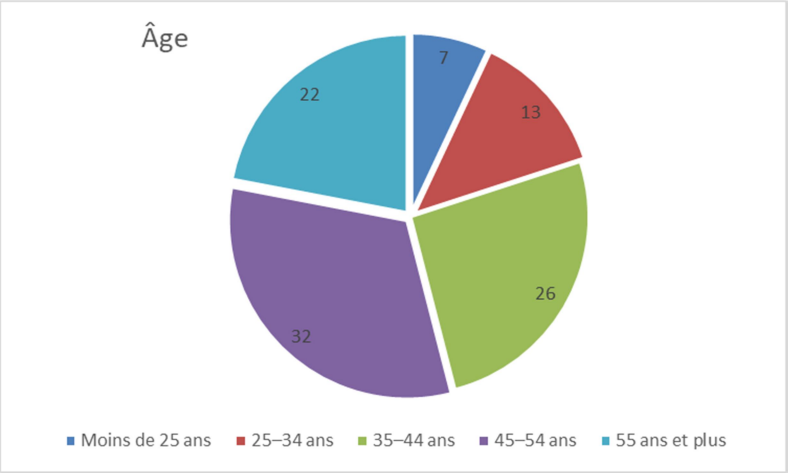
Parallèlement à la collecte de données structurées, des échanges informels et des discussions de groupe ont été organisés avec certaines participantes. Ces moments ont offert un espace d'expression complémentaire, permettant d'approfondir certaines thématiques, de croiser les points de vue et de recueillir des éléments qualitatifs venant enrichir l'analyse. L'ensemble du dispositif a ainsi reposé sur une approche souple et adaptée au contexte local, mobilisant des relais de confiance et valorisant la parole des femmes, afin de produire des données à la fois fiables, nuancées et ancrées dans les réalités du terrain.

IV- ANALYSE DE L'ENQUÊTE

Partie 1 : Informations sociales et familiales

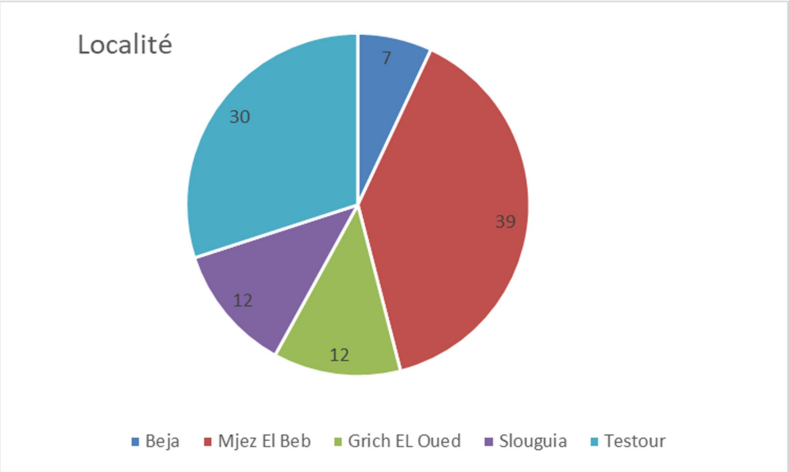
1) Âge

L'analyse de la répartition par âge montre une prédominance des femmes appartenant aux tranches d'âge intermédiaire, notamment entre 35 et 54 ans, qui représentent à elles seules plus de la moitié de l'échantillon (58 %). Ce profil est particulièrement significatif dans le cadre de l'enquête, car il correspond à une population active, à la fois impliquée dans les activités économiques et responsable de la gestion du foyer. Les femmes âgées de 55 ans et plus constituent également une part non négligeable (22 %), renforçant la dimension de mémoire territoriale et environnementale. Ces femmes disposent d'une connaissance approfondie des évolutions du bassin, leur permettant de comparer l'état actuel de la Medjerda à des situations passées. Leurs réponses reflètent ainsi non seulement une perception actuelle, mais aussi une lecture évolutive des transformations du bassin, ce qui renforce la pertinence et la profondeur des données collectées.



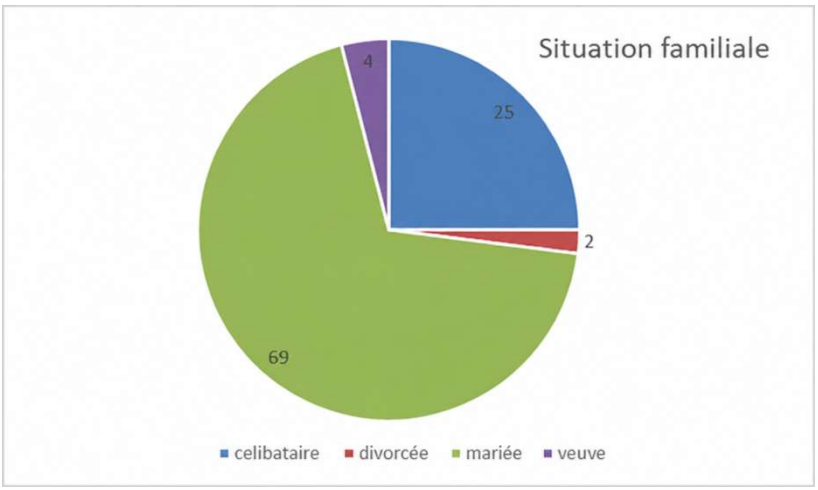
1) Localité

La distribution géographique des participantes met en évidence une forte représentation de localités situées au cœur du bassin de la Medjerda, notamment Medjez el Bab (39 %) et Testour (30 %), soit près de 70 % de l'échantillon, y compris leurs agglomérations rurales. Ce positionnement territorial est stratégique, car ces zones sont directement exposées aux dynamiques de pollution, aux pratiques agricoles intensives et aux pressions sur les ressources hydriques. Les autres participantes se répartissent entre Slouguia et Grich El Oued (12 % chacune) et Béja (7 %), ce qui permet d'élargir la lecture à d'autres contextes du bassin. Les données recueillies traduisent ainsi des réalités vécues dans des environnements particulièrement sensibles, où les interactions entre activités humaines et écosystèmes sont les plus marquées. Cette concentration géographique confère à l'enquête une forte cohérence territoriale et une représentativité pertinente des enjeux du bassin.



2) Situation familiale

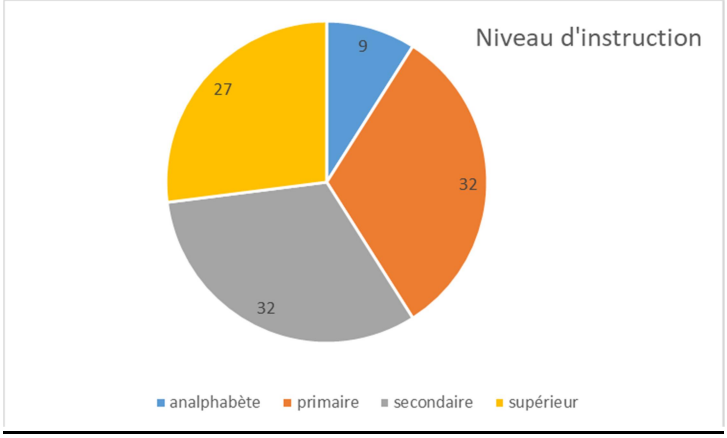
La majorité des femmes interrogées sont mariées (69 %), ce qui les place au centre de l'organisation du foyer et de la gestion quotidienne des ressources, notamment l'eau. Les femmes célibataires représentent également une part non négligeable (25 %), tandis que les situations de divorce (2 %) et de veuvage (4 %) restent minoritaires mais témoignent de réalités de vulnérabilité spécifiques. Ce rôle familial est déterminant dans l'interprétation des résultats, car ces femmes sont directement responsables de l'approvisionnement en eau, de la préparation des repas et du bien-être sanitaire de leurs familles. Leur perception de la qualité et de la disponibilité de l'eau est donc ancrée dans des pratiques concrètes et répétées, ce qui donne une dimension très opérationnelle et réaliste à leurs réponses.



3) Niveau d'instruction

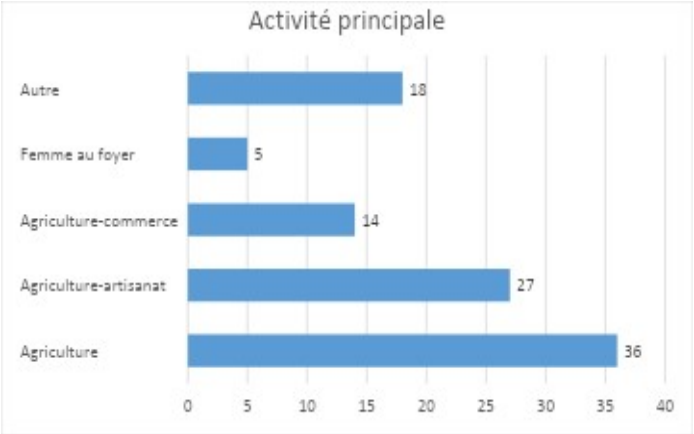
Le niveau d'instruction des participantes apparaît relativement diversifié, avec une répartition équilibrée entre les différents niveaux. Sur un total de 100 femmes interrogées, 32 % ont un niveau primaire et 32 % un niveau secondaire, constituant ainsi la majorité de l'échantillon. Par ailleurs, 27 % des femmes ont accédé à l'enseignement supérieur, ce qui représente une proportion significative dans un contexte rural, tandis que 9 % sont analphabètes. Cette hétérogénéité constitue un élément clé pour le projet, car elle traduit à

la fois des vulnérabilités en termes d'accès à l'information, notamment pour les femmes peu ou non scolarisées, et un potentiel important en matière d'appropriation et de diffusion des connaissances. La présence d'un noyau de femmes ayant un niveau secondaire ou supérieur ouvre ainsi la possibilité de dynamiques de transmission au sein des communautés, où certaines peuvent jouer un rôle de relais dans la sensibilisation aux bonnes pratiques liées à la gestion de l'eau, à la santé environnementale et à la protection de la biodiversité.



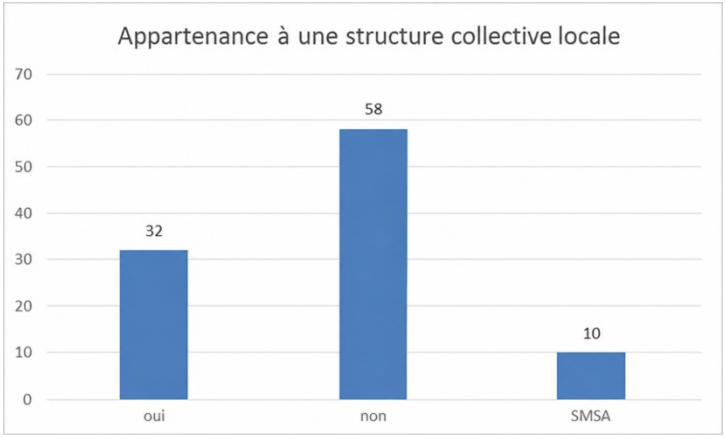
4) Activité principale

Les activités principales des femmes interrogées sont très largement dominées par l'agriculture, qui constitue le socle de l'économie locale. Sur les 100 participantes, 36 % déclarent exercer exclusivement une activité agricole, tandis que 27 % combinent agriculture et artisanat, et 14 % agriculture et commerce. Ainsi, près de 77 % des femmes dépendent directement de l'agriculture, souvent de manière exclusive ou partielle. À cela s'ajoutent 5 % de femmes au foyer et 18 % exerçant d'autres activités. Cette configuration met en évidence une forte dépendance économique à la ressource en eau, en particulier à celle de la Medjerda. L'eau n'est donc pas seulement un besoin domestique, mais un facteur déterminant de production, de revenus et de sécurité alimentaire. Toute dégradation de sa qualité ou de sa disponibilité a ainsi des répercussions directes sur les moyens de subsistance, renforçant la vulnérabilité économique et sociale des ménages ruraux.



5) Appartenance à une structure collective locale

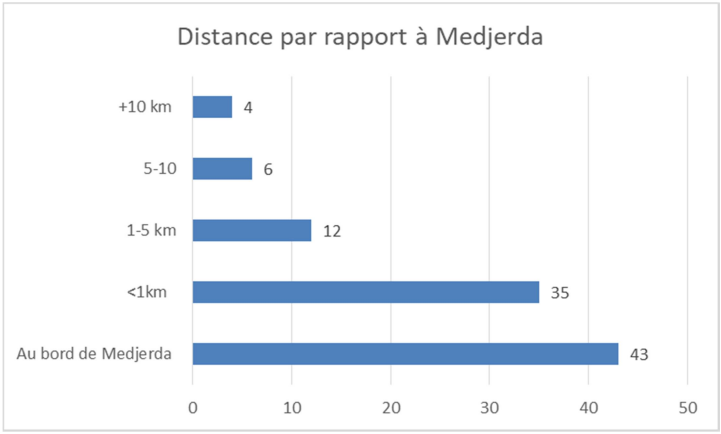
L'enquête met en évidence une participation encore limitée des femmes aux structures formelles, malgré leur rôle central dans les dynamiques rurales. Sur les 100 femmes interrogées, 32 % déclarent être membres d'un groupement de développement agricole (GDA) et seulement 10 % d'une société mutuelle de services agricoles (SMSA), tandis qu'une majorité de 58 % n'appartient à aucune structure. Ces résultats sont d'autant plus significatifs que les GDA ont servi de point d'entrée pour identifier et mobiliser les participantes dans le cadre de l'enquête. Cette faible intégration traduit un accès restreint aux espaces organisés de gouvernance, à l'information technique et aux opportunités de renforcement des capacités. Elle révèle également une sous-représentation des femmes dans les mécanismes collectifs liés à la gestion de l'eau et des ressources naturelles. Ce constat renforce la pertinence du projet Aqua-Med, qui vise à combler ce déficit en favorisant la structuration d'un réseau de femmes, capable de renforcer leur participation, leur visibilité et leur influence dans la gouvernance locale de l'eau, tout en soutenant des dynamiques collectives durables.



6) Distance du foyer de l'oued Medjerda

La répartition des répondantes selon leur distance à l'oued de la Medjerda montre une proximité particulièrement marquée avec la ressource : 43 % vivent directement au bord de l'oued et 35 % à moins d'un kilomètre, soit un total de 78 % des femmes situées dans un rayon immédiat (moins de 1 km). À l'inverse, seules 22 % résident à plus d'un kilomètre (12 % entre 1 et 5 km, 6 % entre 5 et 10 km, et 4 % au-delà de 10 km). Cette forte concentration à proximité directe de l'oued implique une exposition quotidienne et prolongée aux effets de la pollution, aux variations du niveau de l'eau et aux risques environnementaux associés (inondations, dégradation de la qualité de l'eau, etc.). Elle explique également pourquoi les perceptions recueillies dans l'enquête sont fortement ancrées dans le vécu : pour une grande majorité des répondantes, il ne s'agit pas d'un enjeu abstrait mais d'une réalité tangible qui affecte leurs activités domestiques, agricoles et sanitaires. Par ailleurs, cette proximité renforce la fiabilité et la légitimité des témoignages, puisqu'ils reposent sur une interaction directe avec l'écosystème de la Medjerda. Elle met aussi en évidence le caractère

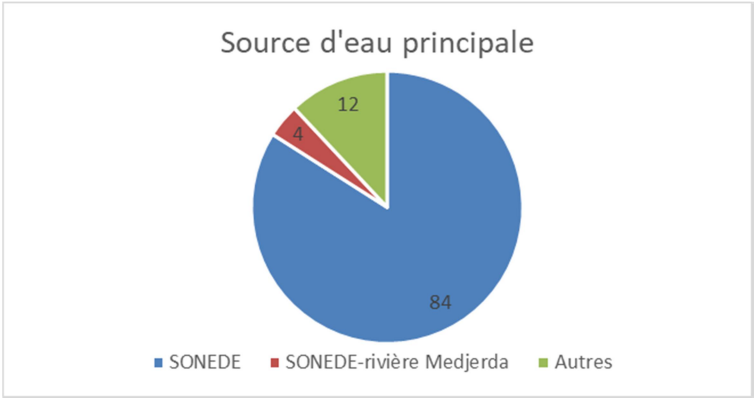
urgent des problématiques identifiées, dans la mesure où une large majorité des femmes est concernée de manière immédiate et potentiellement vulnérable aux impacts environnementaux.



Partie 2 : Accès, usage et qualité de l'eau

1) Source d'eau principale

L'approvisionnement en eau des ménages repose très majoritairement sur le réseau de la SONEDE, utilisé par 84 % des répondantes, ce qui témoigne d'un accès relativement structuré à l'eau potable dans la zone. Cependant, 4 % des femmes déclarent combiner le réseau SONEDE avec l'eau de la Medjerda, tandis que 12 % s'approvisionnent à partir d'autres sources (puits, robinet publique, source naturelle, etc.), révélant une diversité des pratiques d'accès à l'eau. Ces chiffres montrent que, malgré la prédominance du réseau formel, près de 16 % des ménages continuent de recourir, totalement ou partiellement, à des sources alternatives, dont la rivière. Cette situation traduit une dépendance persistante à la Medjerda, notamment pour des usages agricoles, domestiques secondaires ou en cas d'irrégularité de l'approvisionnement. Ainsi, la coexistence entre le réseau SONEDE et la ressource naturelle met en évidence les limites des infrastructures actuelles, qui ne couvrent pas toujours l'ensemble des besoins en quantité, en régularité ou en coût. Elle souligne également que la rivière, bien que dégradée, reste un pilier du système de vie local, ce qui accentue les risques sanitaires et environnementaux pour les populations qui y sont encore directement exposées.

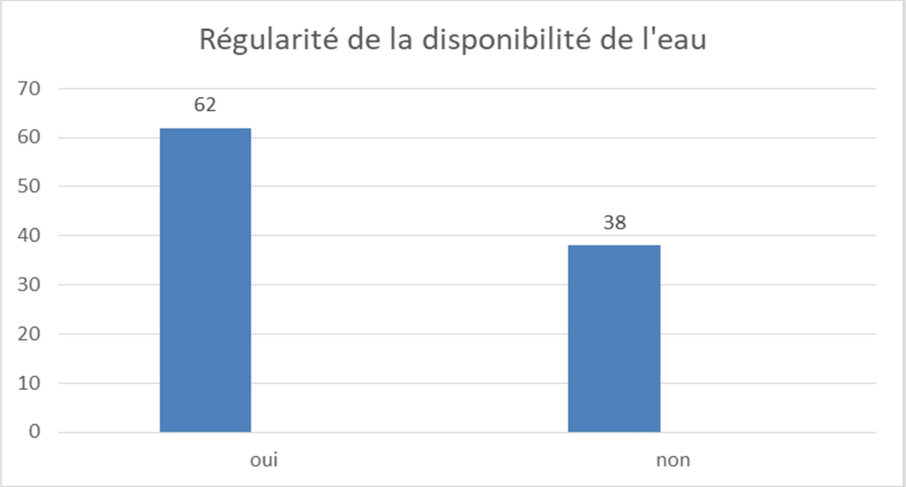


2) Régularité de la disponibilité de l'eau

La régularité de la disponibilité de l'eau apparaît comme un enjeu important pour les ménages interrogés. Seules 20 % des répondantes déclarent bénéficier d'un approvisionnement régulier, contre 80 % qui signalent des irrégularités. Ces résultats mettent en évidence une précarité hydrique marquée, malgré l'existence d'un réseau formel d'approvisionnement.

Les témoignages qualitatifs permettent de mieux comprendre ces perturbations : plusieurs répondantes attribuent ces irrégularités au changement climatique, soulignant l'impact perçu de la variabilité des précipitations et des températures sur la ressource. D'autres insistent sur la diminution du débit en période estivale, ce qui renforce les tensions sur l'eau au moment où les besoins sont les plus élevés. Par ailleurs, certaines femmes nuancent cette situation en indiquant que les coupures restent relativement limitées dans son cas, avec environ une interruption par mois.

Dans l'ensemble, ces éléments montrent que la question de la disponibilité de l'eau ne se limite pas à l'accès au réseau, mais renvoie à des enjeux plus larges de durabilité et de gestion de la ressource. La combinaison de facteurs climatiques, saisonniers et structurels fragilise les équilibres hydriques et accentue la vulnérabilité des populations rurales face aux pénuries.



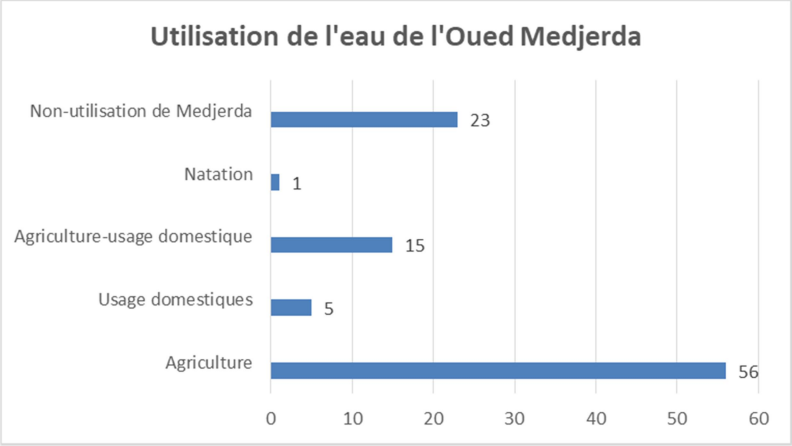
3) Utilisation de l'eau de l'oued Medjerda

Les activités liées à l'oued Medjerda confirment son rôle central dans les moyens de subsistance locaux, tout en révélant une diversité d'usages. 56 % des répondantes utilisent l'eau principalement pour l'agriculture, ce qui en fait de loin l'usage dominant. À cela s'ajoutent 15 % qui combinent agriculture et usages domestiques, portant à 71 % la proportion totale de femmes ayant un lien direct avec l'agriculture via la Medjerda. Les usages exclusivement domestiques restent marginaux (5 %), tout comme les usages récréatifs tels que la natation (1 %). Par ailleurs, 23 % des répondantes déclarent ne pas utiliser l'eau de la Medjerda, ce qui peut s'expliquer par un meilleur accès à d'autres

sources, une distance plus importante ou encore une méfiance accrue vis-à-vis de la qualité de l'eau.

Ces résultats mettent en évidence une dépendance fortement ancrée dans les pratiques agricoles, où la rivière demeure une ressource indispensable malgré les contraintes environnementales. La part relativement faible des usages domestiques directs suggère que, pour l'eau de boisson et les besoins essentiels, les ménages privilégient d'autres sources lorsque cela est possible. En revanche, pour l'agriculture, les alternatives restent limitées, ce qui renforce la pression sur la Medjerda.

Cette répartition illustre ainsi un double enjeu : d'une part, sécuriser les usages agricoles en eau en développant des solutions durables et adaptées, et d'autre part, réduire les risques liés à l'utilisation d'une eau perçue comme dégradée, notamment lorsque celle-ci est utilisée pour des usages mixtes.



4) Changement de la qualité de l'eau de l'oued Medjerda

Les résultats montrent un consensus quasi total sur la dégradation de la qualité de l'eau de l'oued Medjerda : 89 % des répondantes affirment qu'elle s'est détériorée, contre seulement 11 % qui ne perçoivent pas de changement. Ce niveau d'accord particulièrement élevé confirme une perception collective forte et homogène, fondée sur une observation directe et quotidienne de la ressource.

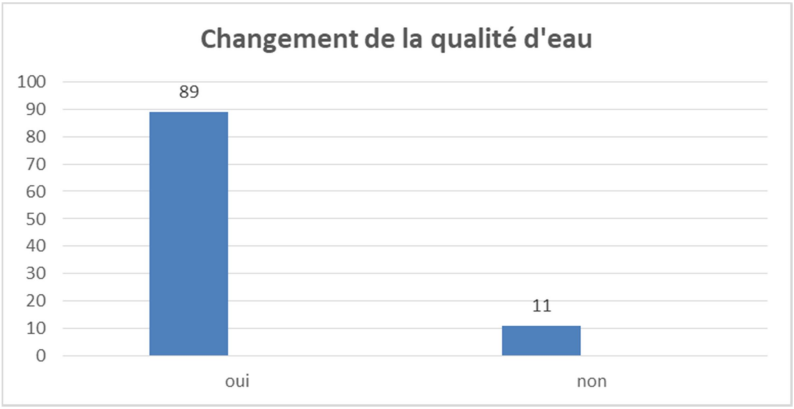
Les témoignages recueillis permettent de préciser la nature de cette dégradation. Plusieurs tendances récurrentes se dégagent. D'abord, la pollution est l'élément le plus fréquemment cité, à travers la présence de déchets solides et liquides, y compris des rejets attribués aux systèmes d'assainissement (ONAS). Cette pollution est souvent associée à des mauvaises odeurs persistantes, décrites comme une "puanteur" ou une eau "pourrie", ainsi qu'à un changement visible de la couleur (eaux jaunâtres, troubles ou foncées).

Ensuite, de nombreuses répondantes évoquent une augmentation de la salinité, parfois accompagnée d'un goût amer ou d'une eau jugée "moins pure". Cette évolution est perçue comme affectant non seulement les usages domestiques, mais aussi la productivité agricole,

certaines femmes indiquant que l'eau devient « inutile même pour l'agriculture ». À cela s'ajoutent des observations liées à la diminution du débit, à la sécheresse et à la présence accrue de sédiments, traduisant une dégradation à la fois qualitative et quantitative de la ressource.

Certaines répondantes situent également cette dégradation dans le temps, en mentionnant une aggravation "après la révolution", ce qui suggère une perception d'un affaiblissement des mécanismes de gestion et de contrôle environnemental.

Dans l'ensemble, ces éléments révèlent une transformation profonde du rapport à l'oued, qui n'est plus perçu comme une ressource fiable mais comme un facteur de risque. La convergence entre données quantitatives et qualitatives renforce la crédibilité de ce constat et souligne l'urgence d'interventions visant à réduire les sources de pollution, améliorer la qualité de l'eau et restaurer la confiance des populations dans cette ressource essentielle.



5) Observation d'odeurs, de couleurs ou de déchets inhabituels

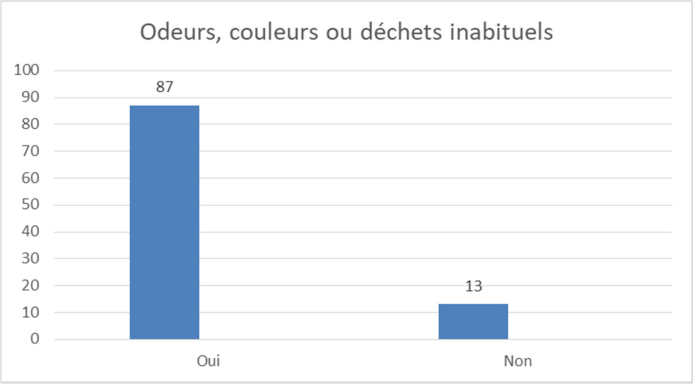
Les observations des participantes confirment de manière très nette la dégradation de l'oued à travers des indicateurs sensoriels directs. En effet, 87 % des répondantes déclarent avoir observé des odeurs, des couleurs ou des déchets inhabituels, contre seulement 13 % qui n'en signalent pas. Ce résultat renforce l'idée d'une pollution visible, tangible et largement partagée, perçue au quotidien par les populations.

Les témoignages mettent en évidence plusieurs manifestations récurrentes. Les mauvaises odeurs sont les plus fréquemment citées, souvent associées à des eaux stagnantes ou à un faible débit. Les participantes décrivent également des changements de couleur (eaux jaunâtres, verdâtres ou troubles), signes d'une altération chimique et biologique de la ressource. La présence de déchets solides (plastiques, déchets ménagers, bois, etc.) est aussi largement mentionnée, tout comme les rejets d'eaux usées, notamment attribués à l'ONAS.

Un élément marquant est la récurrence des mentions liées à l'ONAS, en particulier dans certaines localités comme Testour, où plusieurs femmes (notamment un groupe de 9

répondantes) ont explicitement pointé ces rejets comme source de pollution. D'autres observations complètent ce tableau, comme la prolifération de moustiques ou de grenouilles, ou encore la présence d'une eau parfois décrite comme saumâtre, indiquant une dégradation avancée de l'écosystème.

Ces signaux visibles et olfactifs jouent un rôle déterminant dans la construction des perceptions locales : ils rendent la pollution immédiatement perceptible et difficile à ignorer, ce qui alimente un sentiment d'inquiétude et de méfiance vis-à-vis de l'eau de l'oued. Ils contribuent également à une prise de conscience environnementale déjà bien ancrée, fondée non pas sur des données techniques, mais sur une expérience directe et répétée du milieu.



6) Pollution de l'eau de l'oued Medjerda

Les réponses montrent qu'une majorité des femmes considère que l'eau de l'oued est polluée (62 %), tandis qu'une part non négligeable (37 %) ne l'affirme pas directement. Cependant, les explications fournies par ces dernières révèlent des observations qui vont dans le sens d'une dégradation environnementale réelle, même si elle n'est pas toujours formulée explicitement en termes de "pollution".

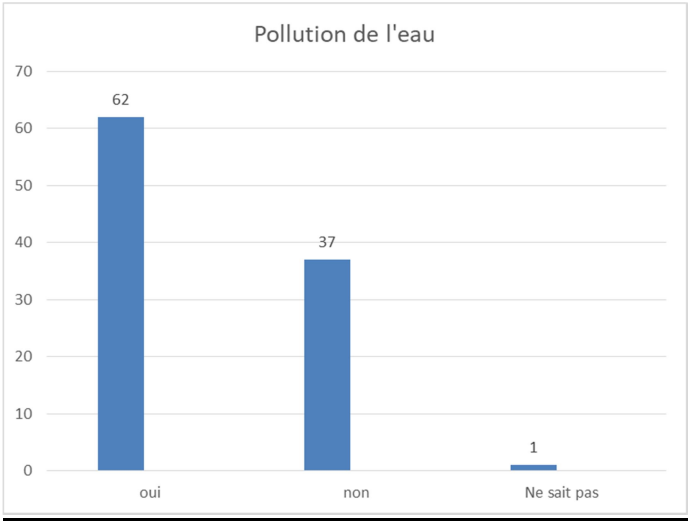
En effet, leurs arguments reposent principalement sur des changements visibles dans l'écosystème. Plusieurs femmes évoquent la disparition ou la diminution des arbres fruitiers, notamment le pêcher, ainsi que le recul du couvert végétal en général. D'autres mentionnent la raréfaction de certaines espèces végétales comme l'eucalyptus, le ricin ou la menthe sauvage, ainsi que des changements dans la flore (plantes jaunâtres, mort ou altération des plantes). Ces observations traduisent une perturbation progressive de l'équilibre écologique.

La faune est également fortement concernée. Des répondantes signalent la diminution du nombre de poissons, voire leur mort, la disparition d'espèces comme la carpe, ainsi que la baisse du nombre d'oiseaux d'eau (notamment signalée à Testour). La réduction du nombre d'animaux domestiques ou leur refus de boire l'eau de l'oued (vaches, chiens) est aussi

mentionnée à plusieurs reprises, ce qui constitue un indicateur particulièrement révélateur de la dégradation de la qualité de l'eau.

D'autres signes indirects sont évoqués, comme l'augmentation des moustiques, la présence de mousse végétale, ou encore des odeurs inhabituelles affectant certaines plantes ou légumes. Certaines femmes mobilisent même des savoirs empiriques plus fins, en associant la présence ou l'absence de certaines espèces (comme le tamaris ou le pouliot) au niveau de propreté de l'eau.

Ainsi, même lorsque le terme de pollution n'est pas explicitement utilisé, les observations décrites convergent vers une même réalité : une altération profonde de l'écosystème de l'oued. Ces perceptions reposent sur une connaissance locale et sensible du milieu, construite sur le long terme, et constituent un indicateur précieux des transformations environnementales en cours.



7) Contrôle de l'eau de l'oued Medjerda

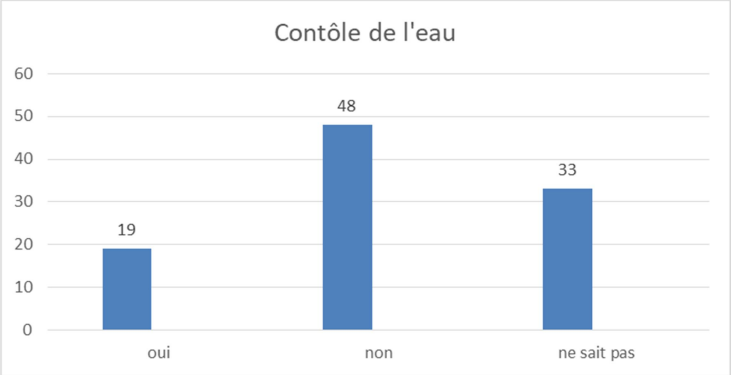
Les résultats mettent en évidence une perception largement négative ou incertaine concernant le contrôle de la qualité de l'eau de l'oued. Seules 19 % des répondantes estiment que l'eau est contrôlée, contre 48 % qui considèrent qu'elle ne l'est pas, tandis que 33 % déclarent ne pas savoir.

Cette répartition montre que plus de 80 % des femmes se situent soit dans une perception d'absence de contrôle, soit dans une méconnaissance totale des mécanismes existants. Cela traduit un manque important de visibilité sur les actions de suivi et de gestion de la qualité de l'eau, mais aussi une possible faiblesse ou irrégularité des dispositifs de contrôle perçus au niveau local.

Le poids élevé des réponses "ne sait pas" souligne particulièrement un déficit de communication et d'accès à l'information. Les institutions chargées de la gestion de l'eau

apparaissent peu présentes ou peu lisibles pour les populations, ce qui alimente un sentiment de distance et de manque de transparence.

Dans ce contexte, la perception d'un contrôle insuffisant ou inexistant vient renforcer la méfiance déjà exprimée à travers d'autres indicateurs (pollution, odeurs, dégradation de la qualité). Elle met en évidence un besoin fort de renforcer non seulement les mécanismes de suivi, mais aussi leur visibilité, à travers des actions de communication, de sensibilisation et d'implication des communautés locales dans le suivi environnemental.



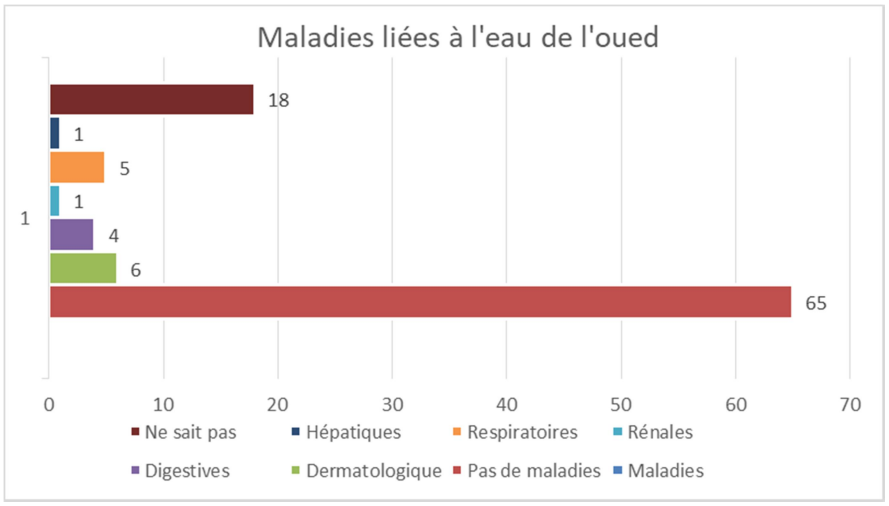
Partie 3 : Santé, environnement et pratiques agricoles

1) Maladies liées à l'eau de l'oued Medjerda

Les participantes établissent un lien entre la qualité de l'eau de l'oued et divers problèmes de santé observés dans leurs familles et communautés. Les affections évoquées concernent principalement des troubles dermatologiques, digestifs et respiratoires, avec également quelques cas plus rares de problèmes rénaux et hépatiques. Ces perceptions traduisent une expérience vécue des effets potentiels de la pollution hydrique sur la santé.

Cependant, une majorité des répondantes (65%) ne rapporte pas de maladies particulières associées à l'eau, tandis qu'une part non négligeable (18%) déclare ne pas savoir si un lien existe entre l'eau et les problèmes de santé observés. Cette incertitude met en évidence une connaissance encore limitée des impacts sanitaires de la qualité de l'eau.

Malgré cela, près d'un tiers des participantes évoquent des symptômes potentiellement liés à une exposition à une eau contaminée, ce qui renforce l'importance des préoccupations locales. Même si ces liens reposent sur des perceptions et non sur des diagnostics médicaux formels, ils constituent un signal d'alerte important quant aux impacts possibles de la pollution sur le bien-être des populations et soulignent la nécessité d'un meilleur suivi sanitaire et environnemental.

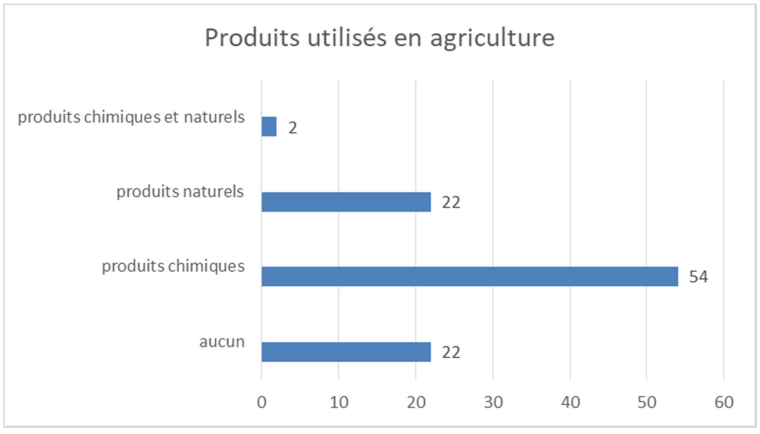


2) Produits utilisés en agriculture

L'analyse des pratiques agricoles met en évidence une forte dépendance aux intrants chimiques. Plus de la moitié des répondantes (54%) déclarent recourir à des produits chimiques, principalement des pesticides et des engrais, tandis qu'une part plus limitée (22%) affirme utiliser exclusivement des produits naturels. Par ailleurs, une proportion similaire (22%) indique ne recourir à aucun produit, ce qui peut refléter des pratiques extensives ou de subsistance. Une très faible minorité (2%) combine à la fois produits chimiques et naturels.

Cette configuration traduit une transition agricole marquée par une prédominance des intrants chimiques, souvent perçus comme indispensables pour sécuriser les rendements et faire face aux contraintes de production. Toutefois, ces usages s'inscrivent dans un contexte où les connaissances sur les impacts environnementaux et sanitaires restent limitées, et où l'accès à des alternatives durables demeure insuffisant.

Ainsi, cette situation met en évidence une tension entre impératifs économiques et durabilité environnementale. Les agricultrices se trouvent fréquemment dans une logique d'adaptation contrainte, utilisant les moyens disponibles sans accompagnement technique suffisant ni alternatives pleinement accessibles.

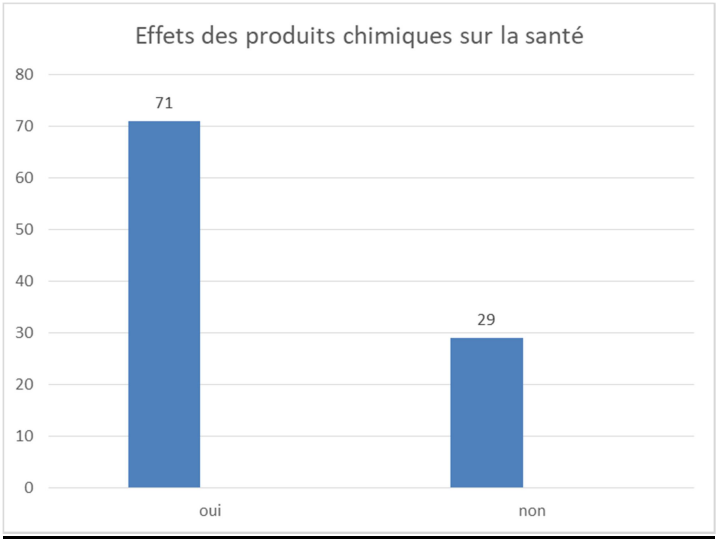


3) Effets des produits chimiques sur la santé

Une large majorité des femmes interrogées (71%) estime que les produits chimiques utilisés en agriculture peuvent avoir des effets négatifs sur la santé humaine, tandis que 29% n'identifient pas de tels risques. Cette forte perception des dangers traduit une conscience relativement élevée des impacts potentiels liés à l'usage des intrants chimiques.

Les préoccupations exprimées concernent à la fois les personnes directement en contact avec ces produits lors des activités agricoles, mais aussi les consommateurs et les populations exposées indirectement, notamment à travers l'eau et les cultures. Ces perceptions montrent que les risques sanitaires ne sont pas perçus comme isolés, mais comme diffus et susceptibles d'affecter l'ensemble de la communauté.

Même si cette prise de conscience repose souvent sur des expériences empiriques et des observations personnelles plutôt que sur des connaissances scientifiques formalisées, elle révèle une sensibilité croissante aux enjeux de santé publique liés aux pratiques agricoles.



4) Précautions de protection possibles prises par les femmes

Les réponses recueillies mettent en évidence une très faible adoption de mesures de précaution face aux risques liés à l'eau de l'oued et à l'utilisation de produits chimiques. Une large majorité des participantes ne mentionne aucune mesure particulière, ce qui traduit un manque important d'information ou de pratiques structurées en matière de prévention.

Parmi les réponses exprimées, certaines pratiques émergent de manière ponctuelle : évitement du contact direct avec l'eau de l'oued, non-utilisation pour la consommation domestique, lavage des aliments, ou encore réduction et meilleur contrôle de l'usage des pesticides. Quelques participantes évoquent également le port d'équipements de protection (gants, masques, combinaisons), le recours à des alternatives comme l'agriculture biologique

ou les pesticides naturels, ainsi que des actions liées à la gestion des déchets (ne pas jeter dans l'oued, collecte).

Toutefois, ces mesures restent dispersées, non systématisées et souvent individuelles. Leur faible fréquence souligne un déficit de sensibilisation et d'accompagnement technique. Ce constat met en évidence un besoin prioritaire de formation et d'appui, afin de renforcer l'adoption de pratiques préventives plus cohérentes et sécurisées, tant pour la santé des populations que pour la protection de l'environnement.

5) Principales sources de pollution de l'eau de Medjerda

Les participantes identifient une diversité de sources de pollution, traduisant une perception relativement claire et partagée des facteurs de dégradation de l'eau. Les rejets agricoles, en particulier les pesticides, apparaissent comme la source la plus fréquemment mentionnée, souvent associés aux rejets industriels et aux eaux usées. Ces trois formes de pollution reviennent de manière récurrente dans les réponses, témoignant de leur visibilité et de leur impact perçu.

Les déchets ménagers constituent également une préoccupation importante, notamment en raison de leur présence directe dans ou autour de l'oued, ce qui renforce leur perception comme source majeure de pollution. Par ailleurs, une part significative des participantes considère que la pollution résulte de l'ensemble de ces sources combinées, soulignant le caractère cumulatif et systémique du phénomène.

Cette identification multi-source montre que les communautés disposent d'une compréhension assez fine des origines de la pollution, même si celle-ci reste basée sur l'observation et l'expérience. Elle constitue ainsi un point d'appui essentiel pour développer des actions de sensibilisation, de prévention et de gestion participative, en lien avec les réalités locales.

Partie 4 : Gestion des déchets et initiatives locales

1) Gestion des déchets ménagers

L'analyse des réponses met en évidence une gestion des déchets encore partiellement structurée et marquée par des pratiques à risque pour l'environnement. Si une majorité des participantes (61%) indique bénéficié d'un service de collecte municipale, cette couverture reste insuffisante ou irrégulière, ce qui conduit à des solutions alternatives souvent informelles.

Ainsi, près d'un quart des répondantes (23%) mentionne le recours au compostage, traduisant l'existence de pratiques potentiellement durables, bien que limitées. En parallèle, des modes de gestion plus problématiques persistent : dépôt dans des décharges

informelles (22%), incinération des déchets (19%) ou encore déversement direct dans l'oued ou ses affluents (10%).

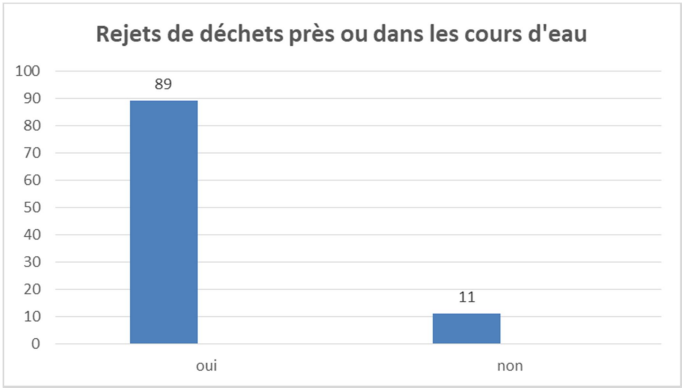
Ces pratiques, souvent adoptées par contrainte plutôt que par choix, reflètent à la fois les limites des services publics de gestion des déchets et l'absence d'alternatives accessibles et adaptées. Elles contribuent à une pression directe sur l'environnement local, en particulier dans les zones proches de la Medjerda, et renforcent les risques de pollution des sols et de l'eau.

2) Rejet des déchets près ou dans les cours d'eau

La grande majorité des participantes (89%) affirme que des déchets sont effectivement jetés dans l'oued et ses affluents par les populations, tandis qu'une minorité (11%) considère que ce n'est pas le cas. Ce résultat met en évidence une perception largement partagée de pratiques de déversement direct dans le milieu naturel.

Les types de déchets évoqués incluent principalement des déchets ménagers et plastiques, ce qui suggère que ces comportements sont ancrés dans les pratiques quotidiennes, souvent en lien avec l'absence ou l'insuffisance de solutions de gestion adaptées. Ce phénomène est particulièrement perceptible en période de faible débit, lorsque les déchets s'accumulent et stagnent, mais également après les crues qui dispersent les polluants le long des berges.

Cette situation contribue à une pollution visible et persistante de l'oued et souligne un enjeu important en matière de sensibilisation et de responsabilisation des usagers, ainsi que la nécessité de renforcer les dispositifs de gestion des déchets pour limiter ces pratiques.

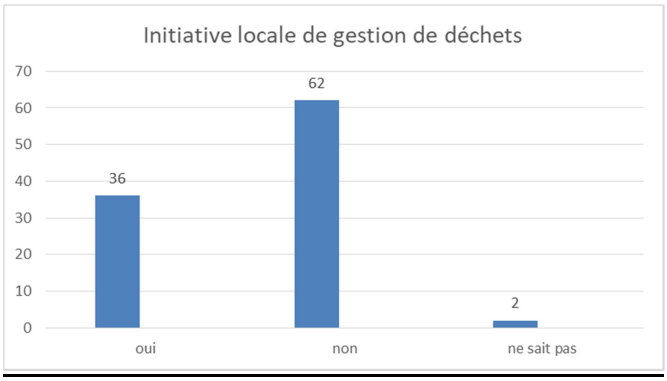


3) Initiative locale ou communale de gestion de déchets

Les données révèlent qu'une majorité des répondantes (62%) ne perçoit pas d'initiatives locales ou communales efficaces en matière de gestion des déchets. À l'inverse, 36% déclarent l'existence de certaines actions, tandis qu'une très faible part (2%) ne sait pas se prononcer.

Lorsqu'elles sont mentionnées, ces initiatives sont généralement perçues comme limitées, irrégulières ou insuffisamment adaptées aux réalités des zones rurales. Plusieurs participantes soulignent notamment une couverture incomplète des services de collecte, laissant certaines zones en marge des dispositifs existants et renforçant ainsi les inégalités territoriales.

Ce déficit perçu d'action publique constitue un facteur clé pour comprendre le recours à des pratiques informelles de gestion des déchets. Il met en évidence la nécessité de renforcer la présence et l'efficacité des services locaux, tout en développant des solutions mieux adaptées aux contextes ruraux.

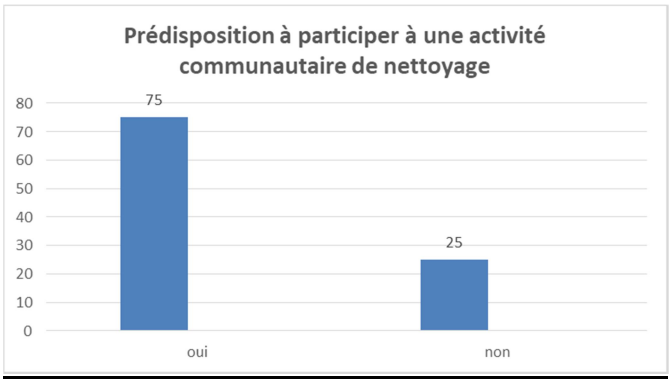


4) Prédisposition à participer à une activité communautaire de nettoyage

Malgré les contraintes observées en matière de gestion des déchets, une large majorité des femmes interrogées (75%) se déclare prête à participer à des actions communautaires de nettoyage, contre 25% qui n'y sont pas favorables. Ce résultat met en évidence une réelle volonté d'engagement ainsi qu'une sensibilité déjà présente aux enjeux environnementaux.

Les retours qualitatifs suggèrent toutefois que cette participation reste conditionnée par l'existence d'un cadre clair, d'une organisation structurée et d'un accompagnement adéquat. Autrement dit, la motivation existe, mais elle nécessite d'être mobilisée et encadrée pour se traduire en actions concrètes.

Cette dynamique constitue un levier stratégique important, en montrant que les communautés ne sont pas seulement conscientes des problèmes, mais également disposées à s'impliquer activement dans l'amélioration de leur environnement, à condition de bénéficier d'un appui adapté.

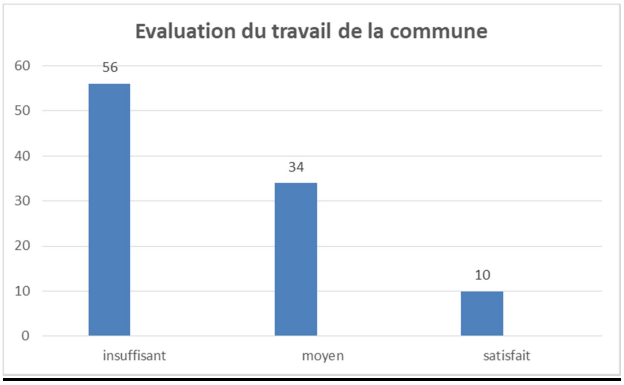


5) Evaluation du travail de la commune en matière de propreté et de collecte des déchets

L'évaluation des services communaux apparaît globalement négative, avec une majorité des participantes (56%) jugeant le travail de la commune insuffisant. Une part non négligeable (34%) adopte une position intermédiaire, tandis que seule une minorité (10%) se déclare satisfaite.

Les retours qualitatifs mettent en évidence des dysfonctionnements récurrents, notamment l'irrégularité du passage des camions, l'absence de collecte dans certaines zones et l'accumulation prolongée des déchets. Ces limites opérationnelles renforcent le sentiment d'abandon dans certains territoires, en particulier en milieu rural.

Cette perception contribue à une érosion de la confiance envers les institutions locales et favorise, par défaut, le recours à des pratiques informelles de gestion des déchets, progressivement perçues comme des solutions normales face à l'insuffisance du service public.



6) Solutions locales de gestion de déchets

Les réponses mettent en évidence un contraste important entre, d'une part, une proportion significative de participantes qui ne proposent pas de solutions (réponses « ne sait pas » ou absence de réponse) et, d'autre part, un ensemble d'idées concrètes et pertinentes formulées par une partie des femmes interrogées.

Parmi les propositions les plus récurrentes figurent le renforcement du rôle des municipalités, notamment à travers une collecte plus régulière et une meilleure couverture des zones rurales. L'installation de poubelles en nombre suffisant, ainsi que la mise en place de systèmes de tri des déchets, apparaissent également comme des solutions prioritaires. Plusieurs participantes évoquent aussi le recyclage, le compostage et la valorisation des déchets, traduisant une sensibilité aux approches plus durables.

La sensibilisation et le changement de comportements sont largement cités, souvent associés à des actions de plaidoyer, à l'implication des associations locales ou à des campagnes ciblées. Certaines réponses insistent également sur la nécessité de renforcer le contrôle, les sanctions et l'application des règles, notamment pour limiter les dépôts sauvages et encadrer les activités polluantes.

Enfin, des propositions plus spécifiques émergent telles que l'organisation d'actions collectives de nettoyage, la mise en place d'infrastructures de tri ou encore des dispositifs pour limiter la dispersion des déchets vers l'oued.

Dans l'ensemble, ces réponses montrent que, malgré un certain manque de formalisation, les solutions sont en grande partie identifiées au niveau local. Elles révèlent une capacité d'analyse et une volonté d'amélioration, qui peuvent constituer une base solide pour la mise en place d'actions adaptées et participatives.

Partie 5 : Biodiversité, écosystèmes et savoirs locaux

1) Connaissance de plantes, poissons ou oiseaux présents autour de la rivière

Les réponses témoignent d'une connaissance empirique mais relativement riche de la biodiversité locale, bien que cette dernière soit souvent exprimée à travers des observations générales plutôt que des identifications systématiques. Une majorité des participantes (61%) déclare connaître des espèces présentes ou autrefois observées autour de l'oued, contre 39% qui n'en identifient aucune.

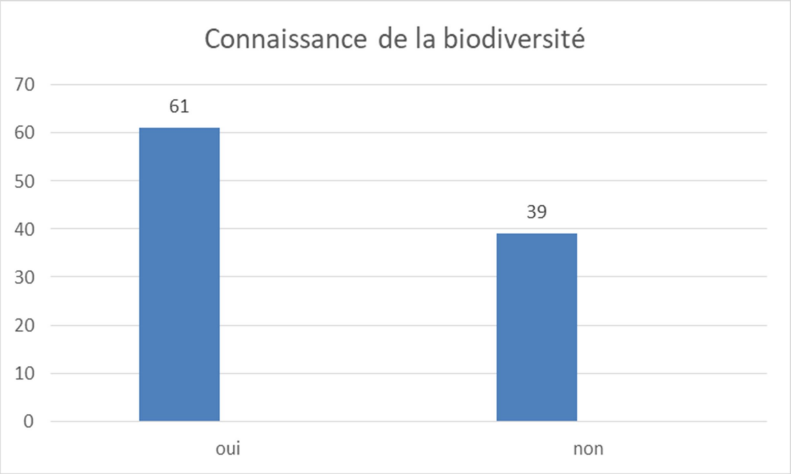
Les témoignages évoquent notamment la présence passée de poissons dans la Medjerda, aujourd'hui perçue comme en forte diminution voire disparition. Certaines espèces sont citées de manière récurrente, telles que l'anguille, divers poissons locaux ou encore le mulet, reflétant une mémoire écologique liée aux usages anciens de la rivière.

La faune aviaire est également bien représentée dans les observations, avec la mention de plusieurs oiseaux typiques des zones humides, comme la cigogne blanche, le héron cendré ou encore le martin-pêcheur, souvent associés à des environnements aquatiques aujourd'hui dégradés.

Du côté de la végétation, les participantes évoquent des espèces riveraines et arborées telles que le tamaris, les roseaux, la menthe sauvage, ainsi que certains arbres comme les

eucalyptus ou les oliviers. Plusieurs remarques soulignent toutefois une réduction ou une disparition progressive de cette végétation, traduisant une perception claire de la dégradation écologique du milieu.

Dans l'ensemble, ces éléments montrent l'existence d'une mémoire environnementale encore vivante au sein des communautés locales. Cette connaissance, bien qu'empirique, constitue une base précieuse pour la compréhension des changements écologiques et peut jouer un rôle important dans les démarches de sensibilisation et de restauration des écosystèmes riverains.



2) Observation de la disparition d'espèces au fil des années

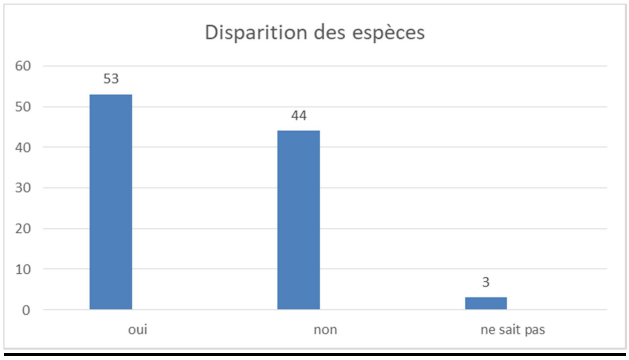
Les réponses montrent une perception largement partagée d'une diminution des espèces autour de la rivière, plutôt que d'une disparition totale. Une légère majorité des participantes (53%) estime que certaines espèces ont fortement diminué, tandis que 44% considèrent qu'elles sont toujours présentes mais en effectifs réduits. Seule une minorité (3%) ne sait pas se prononcer.

Les exemples cités illustrent cette tendance au déclin. Plusieurs participantes évoquent la baisse des poissons, autrefois plus abondants dans l'oued, ainsi que la raréfaction de certains oiseaux comme les passereaux, le chardonneret, la bergeronnette grise ou encore le verdier. D'autres mentionnent également des espèces telles que la carpe ou le poisson sandre, perçues comme moins fréquentes qu'auparavant.

Au-delà de la faune, certaines observations concernent aussi la végétation, avec une diminution signalée de plantes et d'arbres comme les eucalyptus ou certaines espèces riveraines. Quelques réponses mentionnent enfin la persistance d'espèces végétales et animales, mais avec une présence jugée nettement réduite.

Dans l'ensemble, les témoignages ne décrivent pas une disparition complète, mais plutôt un affaiblissement progressif de la biodiversité. Cette perception de déclin, nourrie par

l'observation quotidienne des participantes, constitue un indicateur qualitatif important des transformations écologiques de l'écosystème de la Medjerda.



3) Activités humaines menaçant le plus la nature dans votre région

Les principales menaces identifiées par les femmes interrogées concernent surtout les déchets solides, les rejets d'eaux usées et l'usage de pesticides en agriculture. Ces éléments sont largement associés à la dégradation de l'oued et à la pollution générale de l'environnement, traduisant une perception centrée sur des impacts visibles et quotidiens.

Sur 100 participantes, 43% des réponses mettent en avant les déchets et la pollution comme principale menace. Les déchets solides (plastiques, ordures ménagères, déversements dans l'oued et absence de recyclage) sont particulièrement récurrents dans les discours et constituent la forme de pollution la plus directement observable par les communautés. Les rejets d'eaux usées, notamment ceux attribués aux réseaux d'assainissement, sont également mentionnés comme une source importante de dégradation.

Les activités agricoles, citées dans 15% des réponses, sont principalement associées à l'utilisation de pesticides et de produits chimiques. Plusieurs participantes établissent un lien entre ces pratiques et la contamination de l'eau ainsi que l'impact sur la biodiversité locale, notamment la disparition ou la diminution des espèces aquatiques.

Les activités industrielles et autres pressions anthropiques représentent environ 10% des réponses. Elles incluent les usines, l'urbanisation, les incendies, l'élevage intensif, la coupe des arbres ou encore certaines pratiques spécifiques comme les rejets liés à l'ONAS. Ces éléments apparaissent de manière plus dispersée mais contribuent à renforcer l'idée d'une pression multi-source sur l'écosystème.

Enfin, 32% des participantes n'ont pas formulé de réponse ou ont indiqué ne pas savoir, ce qui traduit une difficulté à identifier ou hiérarchiser les différentes sources de dégradation environnementale.

Dans l'ensemble, ces résultats montrent une compréhension empirique mais relativement structurée des pressions exercées sur l'environnement. La perception locale est fortement dominée par les pollutions visibles, en particulier les déchets solides et les rejets dans les

cours d'eau, ce qui constitue une base pertinente pour orienter des actions de sensibilisation et de gestion environnementale adaptées au contexte local.

4) Pratiques traditionnelles de protection de la nature ou de l'eau

Les réponses montrent que les pratiques traditionnelles de protection de la nature sont encore présentes dans les mémoires, mais qu'elles tendent à s'affaiblir. Une part importante des participantes (environ 47%) déclare ne pas connaître ou ne pas identifier de telles pratiques, ce qui traduit une perte progressive des savoirs liés à la gestion traditionnelle des ressources.

Parmi les réponses exprimées, certaines renvoient à des pratiques anciennes ou durables liées à l'eau et à l'environnement. Les plus fréquentes concernent la collecte et la gestion de l'eau de pluie ou des puits, ainsi que l'usage raisonné de l'eau (collecte d'eau, récupération, limitation du gaspillage). Ces pratiques représentent une part significative des réponses et témoignent d'anciennes formes d'adaptation à la rareté de la ressource.

D'autres réponses mettent en avant des pratiques de gestion écologique des déchets et des ressources, telles que le compostage, le tri des déchets (notamment du plastique), la valorisation des déchets organiques ou encore la réduction de l'usage du plastique et des produits chimiques. Certaines participantes évoquent également l'absence ou la limitation des pesticides et des détergents, traduisant une logique de protection indirecte de l'environnement.

Un autre ensemble de réponses fait référence à des pratiques agricoles traditionnelles ou agroécologiques, comme l'agriculture biologique, la diversification des cultures, le travail manuel, la traction animale ou encore des modèles de plantation plus anciens. Ces pratiques sont perçues comme plus respectueuses de la nature et moins intensives en intrants chimiques.

Enfin, quelques réponses mentionnent des actions plus générales comme la sensibilisation, la propreté, le contrôle de la pollution ou la protection des sources naturelles d'eau, souvent associées à une responsabilité collective.

Dans l'ensemble, ces résultats montrent que les pratiques traditionnelles ne sont pas totalement disparues mais qu'elles sont fragmentées et peu systématisées. Elles constituent néanmoins une base importante de références culturelles et écologiques qui pourrait être valorisée pour promouvoir des approches de gestion durable, ancrées dans les savoirs locaux et les pratiques historiques.

Partie 6 : Gouvernance, leadership et engagement communautaire

1) Institutions responsables de la gestion de l'eau et des déchets

Les réponses révèlent une connaissance partielle et souvent fragmentée des institutions en charge de la gestion de l'eau et des déchets. Une part importante des participantes déclare ne pas connaître les institutions responsables ou répond de manière négative ou imprécise (« non » ou absence d'identification claire), ce qui traduit une incertitude importante quant aux rôles institutionnels.

Parmi les institutions identifiées, la commune (municipalité) est de loin la plus fréquemment citée, souvent perçue comme l'acteur principal de la gestion des déchets et parfois de l'assainissement. Dans une moindre mesure, la SONEDE est mentionnée pour la gestion de l'eau potable, tandis que l'ONAS est associée aux eaux usées et à l'assainissement.

D'autres institutions apparaissent de manière plus ponctuelle, notamment les GDA (Groupements de Développement Agricole) liés à la gestion de l'eau agricole, le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de l'Environnement, ainsi que quelques structures techniques comme le CRDA ou des associations environnementales.

Cependant, ces références restent dispersées et souvent combinées de manière incertaine dans les réponses, ce qui montre une compréhension partielle de l'architecture institutionnelle.

Dans l'ensemble, une proportion importante de réponses (majoritairement « ne sait pas » ou absence d'identification claire) met en évidence un déficit de visibilité des institutions et une communication insuffisante entre les structures de gestion et les populations locales. Cette situation contribue à éloigner les femmes rurales des mécanismes de gouvernance et limite leur capacité à comprendre, interpeller ou participer activement à la gestion des ressources en eau et des déchets.

2) Participation antérieure à une réunion, formation ou activité sur la gestion de l'eau ou des déchets

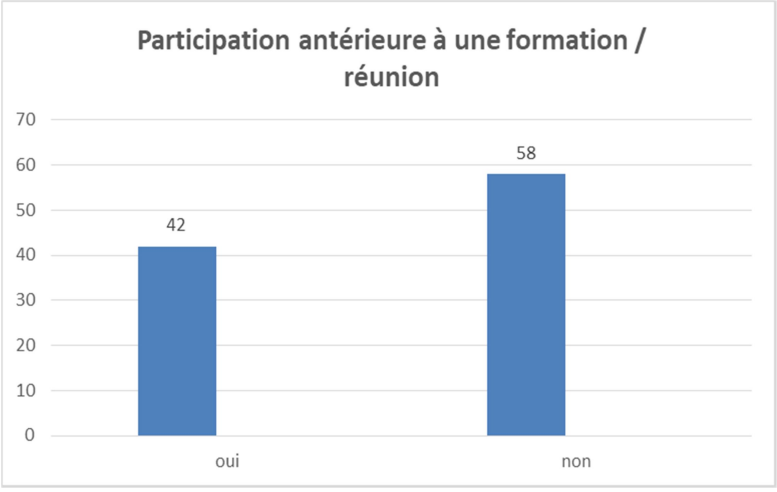
La participation des femmes à des activités liées à la gestion de l'eau ou des déchets reste globalement limitée. Une majorité des répondantes (58%) déclare ne jamais avoir participé à des réunions, formations ou actions de sensibilisation sur ces thématiques, contre 42% qui indiquent avoir déjà pris part à ce type d'activités.

Pour celles qui ont participé, les formations et réunions sont décrites comme fragmentées, ponctuelles et peu régulières, sans continuité ni suivi dans le temps. Elles prennent souvent

la forme d'initiatives isolées, ce qui limite leur impact en termes de renforcement durable des connaissances et des pratiques.

Cette faible exposition globale aux espaces d'échange et d'apprentissage réduit l'accès à l'information et aux bonnes pratiques en matière de gestion environnementale. Elle limite également les opportunités de renforcement des capacités et d'appropriation des enjeux liés à l'eau et aux déchets.

Dans ce contexte, les femmes rurales apparaissent relativement éloignées des dispositifs structurés de formation et de sensibilisation. Cela met en évidence la nécessité de développer des interventions plus régulières, cohérentes et adaptées aux contraintes locales, afin de renforcer leur participation et leur rôle dans la gestion durable des ressources.



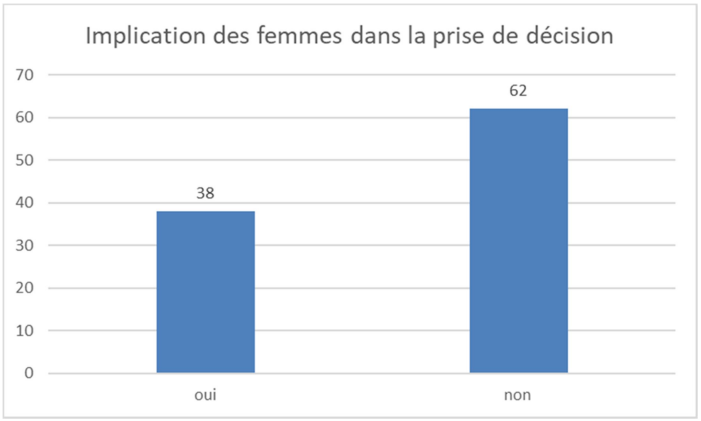
3) Implication des femmes dans les décisions concernant l'eau et les déchets

Les résultats de l'enquête révèlent une implication globalement limitée des femmes dans les processus décisionnels liés à l'eau et aux déchets. Une majorité des participantes (62%) déclare ne pas être consultée ni impliquée dans les décisions locales, contre 38% qui indiquent l'être, de manière plus ou moins directe.

Cette faible participation aux espaces de décision met en évidence une distance persistante entre les femmes et les instances de gouvernance, qu'elles soient institutionnelles ou communautaires. Pourtant, ces mêmes femmes jouent un rôle central dans la gestion quotidienne de l'eau et des déchets au sein des ménages et des communautés, ce qui accentue le décalage entre leur rôle pratique et leur reconnaissance dans les processus formels.

Cette situation traduit des dynamiques de genre encore structurantes dans la gouvernance locale, où la participation des femmes reste partielle ou indirecte. Elle souligne ainsi un enjeu majeur en termes d'inclusion et de renforcement de la participation citoyenne, que les

initiatives de développement local peuvent contribuer à adresser en favorisant des mécanismes de consultation plus ouverts et accessibles.

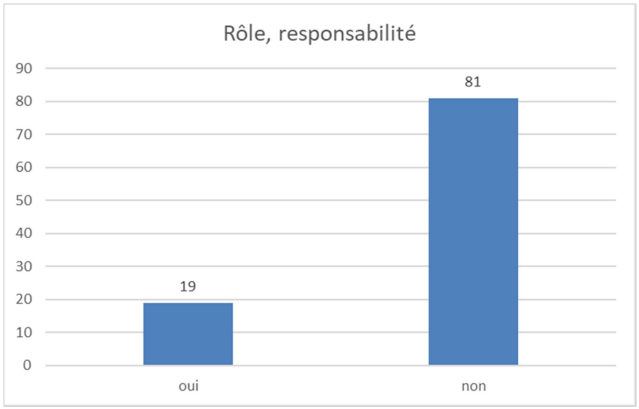


4) Rôle de responsabilité antérieure dans la communauté

Les résultats montrent une très faible proportion de femmes ayant déjà occupé des rôles de responsabilité au sein de leur communauté. Seules 19% des participantes déclarent avoir exercé une fonction dans des associations, groupements ou initiatives locales, contre 81% qui n'ont jamais occupé de tels rôles.

Cette faible participation aux fonctions communautaires formelles contraste avec les expériences ponctuelles mentionnées par certaines répondantes, qui révèlent néanmoins l'existence d'un potentiel de leadership féminin local. Ces femmes engagées constituent des figures importantes de relais au sein de leurs communautés, même si leur rôle reste encore limité ou peu structuré.

Dans l'ensemble, ces résultats mettent en évidence un potentiel d'implication encore sous-exploité. Ils suggèrent que, sous réserve d'un accompagnement adapté et d'une meilleure reconnaissance de leur rôle, les femmes pourraient jouer un rôle plus actif dans la gouvernance locale et les dynamiques communautaires.



5) Obstacles empêchant les femmes de participer davantage aux décisions locales

Les réponses montrent que les obstacles à la participation des femmes aux décisions locales sont multiples et largement dominés par des facteurs sociaux, culturels et organisationnels. Une part importante des participantes (environ 1/3) déclare ne pas savoir ou ne pas identifier d'obstacles précis, ce qui peut refléter à la fois un manque de réflexion formalisée sur la question et une banalisation de cette exclusion.

Parmi les obstacles les plus fréquemment cités, la mentalité dominante et les normes socio-culturelles conservatrices occupent une place centrale. Elles sont évoquées sous différentes formes (« mentalité », « conservatisme », « esprit patriarcal ») et renvoient à des rapports de genre où la prise de parole et le leadership féminin restent limités, voire découragés.

Les contraintes familiales et domestiques constituent également un frein majeur. Les responsabilités liées au foyer, les engagements familiaux et le manque de temps sont régulièrement mentionnés, traduisant une forte charge domestique qui limite la disponibilité des femmes pour les activités communautaires et décisionnelles.

Un autre ensemble d'obstacles concerne les facteurs organisationnels et structurels, notamment le manque d'initiative, le manque d'information, l'absence d'événements ou de mécanismes de participation, ainsi que les difficultés de transport et de mobilité. Ces contraintes renforcent l'éloignement des femmes des espaces publics et institutionnels.

Certaines réponses soulignent également des dimensions plus individuelles, telles que le manque de confiance en soi, le faible niveau d'instruction ou le manque de compétences perçu, qui peuvent limiter l'engagement malgré une volonté potentielle de participation.

Enfin, quelques participantes évoquent des obstacles liés aux rapports de pouvoir au sein du foyer ou de la société, comme la non-autorisation par certains hommes, la méconnaissance des droits ou encore des contraintes culturelles spécifiques.

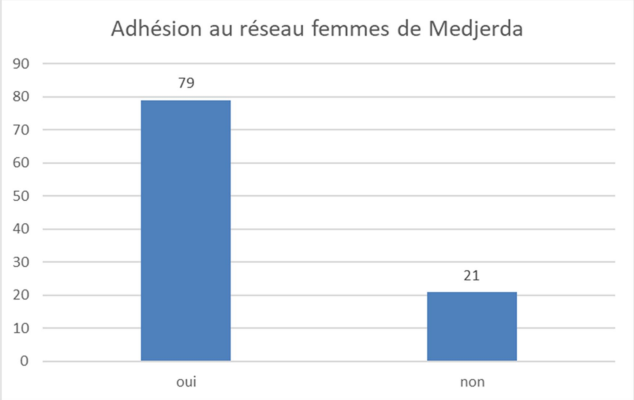
Dans l'ensemble, ces résultats mettent en évidence un ensemble de barrières imbriquées, où les dimensions culturelles, sociales, économiques et institutionnelles se renforcent mutuellement. Ils soulignent la nécessité d'approches intégrées, combinant sensibilisation, renforcement des capacités, amélioration de l'accès à l'information et création d'espaces de participation réellement accessibles aux femmes rurales.

Partie 7 : Réseautage, communication et besoins de formation

1) Prédisposition à rejoindre un réseau de femmes de la Medjerda pour protéger l'eau, la biodiversité et améliorer la gestion des déchets

Malgré les contraintes sociales, organisationnelles et personnelles identifiées précédemment, une très large majorité des participantes exprime un intérêt pour rejoindre un réseau de femmes dédié à la protection de l'environnement. En effet, 79% des répondantes se déclarent favorables à l'adhésion à un tel réseau, contre 21% qui n'y sont pas favorables.

Cette forte prédisposition constitue un résultat clé de l'enquête, révélant à la fois une volonté d'engagement collectif et une conscience partagée des enjeux liés à l'eau, à la biodiversité et à la gestion des déchets. Elle montre que, malgré les freins à la participation individuelle dans les espaces décisionnels, les femmes se projettent davantage dans des dynamiques collectives structurées et solidaires.
Ce résultat confirme également la pertinence d'une approche fondée sur la mise en réseau des actrices locales. La création d'un réseau de femmes de la Medjerda apparaît ainsi comme une opportunité réaliste pour renforcer leur implication, valoriser leurs expériences et favoriser une action collective en faveur de la protection des ressources naturelles et de l'amélioration des pratiques environnementales.



2) Thèmes intéressants à traiter dans le cadre du projet

Les réponses montrent une forte convergence autour de quelques grands thèmes prioritaires pour les formations, avec une logique très transversale plutôt qu'une hiérarchisation stricte par domaine. Le thème le plus dominant est celui de la santé et de l'environnement, souvent cité seul ou associé à d'autres préoccupations comme la pollution, les déchets ou les produits chimiques. Il apparaît comme un axe central des intérêts exprimés, traduisant une forte sensibilité aux impacts des conditions environnementales sur la santé des populations.

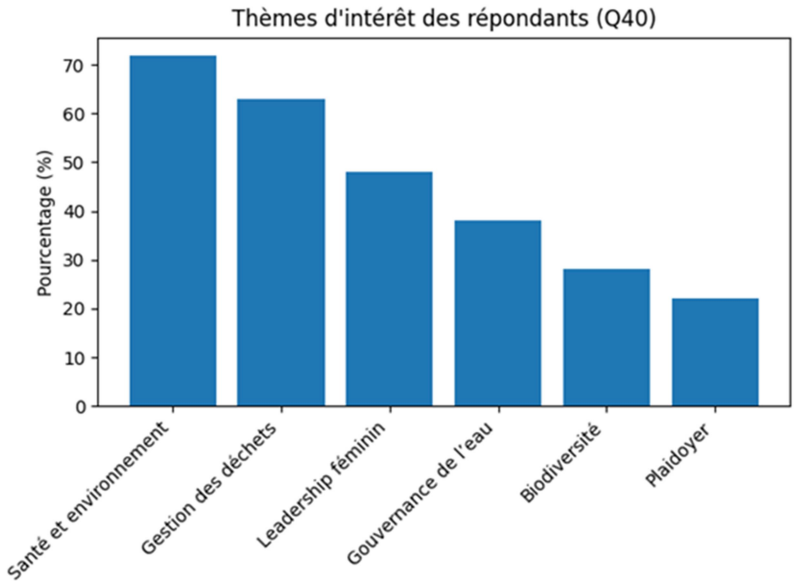
La gestion des déchets constitue également une priorité majeure, très fréquemment mentionnée, que ce soit en termes de tri, de recyclage, de réduction des déchets ou d'amélioration de la propreté. Elle est étroitement liée aux préoccupations quotidiennes des participantes et à la dégradation visible de leur environnement. Dans le même esprit, la gouvernance de l'eau est régulièrement évoquée, notamment à travers la protection de la ressource, sa gestion et la compréhension des institutions responsables, ce qui reflète un intérêt pour une meilleure appropriation des enjeux hydriques.

Les thématiques liées au leadership féminin et au plaidoyer occupent aussi une place importante dans les réponses, souvent combinées avec les autres sujets. Elles traduisent une aspiration à une plus grande participation des femmes, à leur renforcement de capacités et à leur implication dans les espaces de décision. De manière plus secondaire, la biodiversité est

également mentionnée, généralement en lien avec la dégradation des écosystèmes et la nécessité de protection de la nature.

Enfin, une part non négligeable des participantes indique soit ne pas pouvoir choisir un thème précis, soit être intéressée par tous les thèmes proposés, ce qui montre à la fois une ouverture globale aux questions environnementales et sociales, mais aussi une difficulté à hiérarchiser les besoins de formation.

Dans l'ensemble, ces résultats révèlent une vision intégrée des priorités, où santé, environnement, gouvernance et empowerment féminin sont perçus comme des dimensions interconnectées. Ils confirment la pertinence d'approches de formation globales et transversales, adaptées aux réalités et aux préoccupations des femmes rurales.



3) Canaux de communication préférés

Les réponses montrent une nette préférence pour des canaux de communication accessibles et combinés, mêlant outils numériques, échanges directs et structures locales. Une part importante des participantes (environ 25%) indique être ouverte à tous les canaux, ce qui traduit une flexibilité et une disponibilité générale pour différents modes de communication. Parmi les canaux les plus fréquemment cités, les réunions en présentiel apparaissent comme le support central, mentionnées de manière directe ou combinée dans plus de la moitié des réponses. Elles sont perçues comme essentielles pour favoriser l'échange, la confiance et la compréhension, notamment en milieu rural.
Les réseaux sociaux et outils numériques, en particulier WhatsApp, occupent également une place importante. Ils sont souvent associés aux réunions et permettent une diffusion rapide de l'information et un suivi continu des échanges. Le téléphone est aussi mentionné comme un moyen simple et accessible de communication.

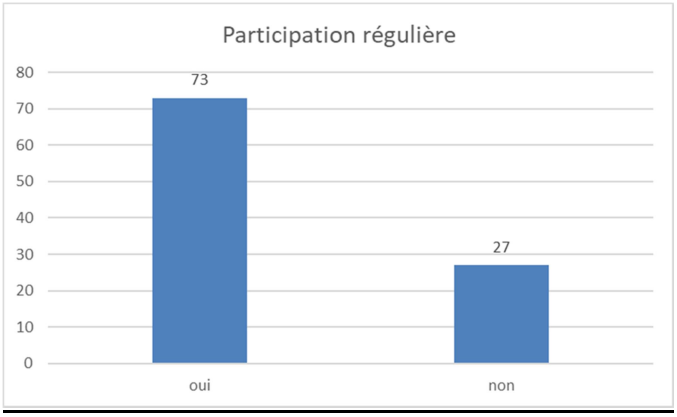
Les associations locales jouent également un rôle non négligeable dans les préférences exprimées, en tant que relais communautaires facilitant la circulation de l'information. Plus marginalement, la radio et les affiches sont citées comme canaux complémentaires, surtout pour toucher un public plus large.
Enfin, une minorité de réponses indique ne pas privilégier de canal spécifique ou ne pas se prononcer, ce qui peut refléter soit une absence de préférence claire, soit une faible familiarité avec certains outils de communication.
Dans l'ensemble, ces résultats montrent que la communication idéale, selon les participantes, repose sur une combinaison hybride entre présentiel et numérique, complétée par des relais communautaires. Cette diversité constitue une opportunité pour structurer une stratégie de communication inclusive, adaptée aux réalités locales et aux différents profils de femmes.

4) Prédisposition à participer régulièrement aux activités du réseau

Une majorité significative des femmes interrogées, soit 73%, se déclare prête à participer de manière régulière aux activités du réseau, contre 27% qui n'y sont pas favorables. Ce résultat traduit un niveau d'adhésion élevé à la dynamique proposée et confirme l'intérêt suscité par une initiative collective structurée autour des enjeux de l'eau, de l'environnement et de la gestion des déchets.

Toutefois, cette disponibilité apparaît largement conditionnelle, les participantes soulignant implicitement que leur engagement dépendra de l'adaptation des activités à leurs contraintes quotidiennes, notamment familiales, domestiques et de mobilité. Cela met en évidence la nécessité de concevoir des formats souples, accessibles et réalistes pour favoriser une participation effective et durable.

Dans l'ensemble, ces résultats révèlent l'existence d'un potentiel d'engagement important, qui constitue un levier essentiel pour assurer la continuité et la pérennité des actions du réseau. Ils montrent également que, malgré les obstacles identifiés dans les autres dimensions de l'enquête, les femmes expriment une réelle ouverture à l'implication collective lorsque les conditions d'accessibilité et de faisabilité sont réunies.



5) Remarques ou témoignage personnel

Une très large majorité des participantes (environ 80%) n'a formulé aucune remarque particulière, répondant simplement par « rien ». Cette absence de commentaires peut traduire soit un manque de propositions supplémentaires, soit une difficulté à se projeter dans des suggestions ou témoignages détaillés sur les thématiques abordées.

Parmi les remarques exprimées, plusieurs concernent directement les risques environnementaux et sanitaires liés à l'oued Medjerda. Des situations de danger sont évoquées, notamment des risques de noyade, ainsi que des problèmes de sécurité autour du cours d'eau. D'autres témoignages décrivent une dégradation progressive de la qualité de l'eau et de l'air, particulièrement lors des débordements de l'oued, avec la présence d'odeurs persistantes pouvant durer plusieurs jours ou semaines.

Certaines participantes signalent également des pratiques polluantes observées sur le terrain, telles que le dépôt de fruits abîmés, de déchets agricoles ou encore de pesticides dans ou à proximité de l'oued, contribuant à la dégradation de l'eau et des sols. La pollution plastique est aussi mentionnée comme un facteur aggravant à l'échelle du bassin versant.

Un ensemble de témoignages exprime un sentiment d'urgence, avec l'idée que la situation s'est fortement détériorée, rendant l'eau de plus en plus difficilement exploitable, voire quasi inutilisable dans certains cas. Certaines évoquent même la présence de micro-organismes jugés dangereux, renforçant les inquiétudes sanitaires.

Malgré ce constat préoccupant, quelques participantes soulignent que l'amélioration reste possible, à condition d'un engagement collectif plus fort et d'une prise de conscience générale. Des propositions émergent également, notamment la création d'associations environnementales locales, le développement de projets touristiques autour de l'oued pour favoriser sa protection, ou encore l'idée que chaque individu doit jouer un rôle actif dans la préservation du bassin versant.

Enfin, quelques contraintes individuelles sont mentionnées, telles que le manque de temps, un handicap physique ou la nécessité de proximité pour participer à des réunions, pouvant limiter l'engagement dans des initiatives collectives.

Dans l'ensemble, ces témoignages, bien que peu nombreux, apportent un éclairage qualitatif important, révélant à la fois une forte perception de dégradation environnementale et une volonté, encore diffuse mais réelle, d'agir pour la protection de la Medjerda.

V- CONCLUSION

L'enquête met en évidence une réalité à la fois préoccupante et porteuse d'opportunités. Les femmes rurales du bassin de la Medjerda apparaissent comme des actrices centrales mais encore insuffisamment reconnues dans la gestion quotidienne de l'eau. Elles sont en première ligne face aux difficultés d'accès, à la dégradation de la qualité de la ressource et aux effets croissants des pressions environnementales, tout en disposant de savoirs pratiques, d'une capacité d'adaptation et d'une volonté d'engagement qui constituent un levier majeur pour toute stratégie de gestion durable.

Les résultats montrent clairement que les enjeux liés à l'eau dépassent la seule dimension technique pour s'inscrire dans des dynamiques sociales, économiques et institutionnelles complexes, où les inégalités de genre jouent un rôle structurant. Dans ce contexte, le projet Aqua-Med trouve toute sa pertinence en cherchant à transformer ces contraintes en opportunités d'action collective, en plaçant les femmes au cœur des processus de gouvernance locale.

À court et moyen terme, il apparaît essentiel que le projet consolide la dynamique de mobilisation engagée en structurant effectivement un réseau local de femmes, capable de porter des initiatives concrètes et de dialoguer avec les acteurs institutionnels. Ce réseau gagnerait à être accompagné de manière continue, à travers des actions de renforcement des capacités portant à la fois sur les aspects techniques liés à l'eau, mais aussi sur le leadership, la prise de parole et la participation aux espaces de décision.

Parallèlement, les actions du projet devraient accorder une place importante à la valorisation des savoirs locaux et des pratiques existantes, en les intégrant dans des solutions adaptées et réalistes. Le renforcement des partenariats avec les structures locales déjà impliquées constitue également un facteur clé de réussite, en permettant d'ancrer durablement les actions dans le territoire et de maintenir un lien de confiance avec les communautés.

Il apparaît également nécessaire de favoriser des espaces de dialogue entre les femmes et les institutions locales en charge de la gestion de l'eau, afin de réduire le décalage souvent observé entre les politiques publiques et les réalités du terrain. Une meilleure circulation de l'information, ainsi qu'une reconnaissance accrue du rôle des femmes dans ces processus, contribueraient à une gouvernance plus inclusive et plus efficace.

À plus long terme, les enseignements de cette enquête plaident pour une approche intégrée, dans laquelle la gestion de l'eau est pensée en articulation avec les enjeux de développement local, d'autonomisation économique et de justice sociale. Le renforcement durable du rôle des femmes suppose non seulement des actions de sensibilisation et de formation, mais aussi des transformations plus profondes des cadres institutionnels et des normes sociales qui limitent leur participation.

Enfin, la pérennisation des acquis du projet reposera sur sa capacité à faire émerger une dynamique autonome, portée par les femmes elles-mêmes, et à favoriser leur reconnaissance en tant qu'actrices légitimes de la gouvernance de l'eau. En ce sens, Aqua-Med ne constitue pas uniquement une intervention ponctuelle, mais une étape structurante vers la construction d'un modèle de gestion plus inclusif, résilient et ancré dans les réalités du bassin de la Medjerda.